

## EDUCATION

Graphique A2.4. Taux de réussite à l'issue d'un programme du deuxième cycle du secondaire

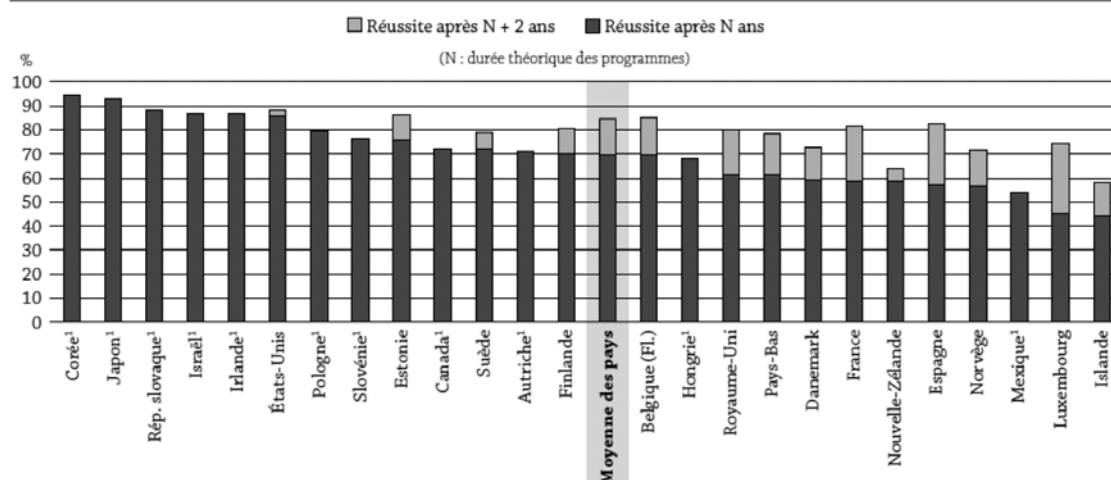


ILLUSTRATION : OCDE

ÉCOLE ET OCDE

# Au nom de l'égalité et de la concurrence

David Wagner

**C'est la rentrée et l'OCDE vient de mettre en ligne son étude comparative « Regards sur l'éducation ». Le texte est instructif et cache tant bien que mal ses intentions.**

La rentrée scolaire est une de ces périodes chargée de rituels. L'un d'entre eux est la publication du rapport annuel « Regards sur l'éducation » émis par l'Organisation pour la coopération et le développement en Europe (OCDE). Chiffres à l'appui, cette étude ambitionne de comparer les systèmes éducatifs des pays membres (dont le Luxembourg), ainsi qu'une sélection d'autres pays non membres comme par exemple la Corée du Sud, le Brésil, les États-Unis ou encore la Russie. Ce genre de document n'est pas anodin : il est ensuite commenté par les gouvernements concernés, y compris par la Commission européenne et des conclusions, voire des axes stratégiques politiques en découlent. Ce qui n'a d'ailleurs rien d'étonnant, étant donné que les gouvernements sont associés à l'élaboration de ces documents, par le biais de comités auxquels assistent notamment leurs fonctionnaires. Le tout a donc une cohérence politique et idéologique.

A l'instar - concernant le domaine de l'éducation - de l'étude PISA, ces documents truffés de chiffres et de statistiques sont rapidement commentés par la presse. L'on constatera l'uniformité des messages qui font les gros titres des principaux tirages quotidiens (voire hebdomadaires, nous en sommes conscients !). Cela n'a rien d'étonnant : porter un regard critique sur ces études nécessite un travail approfondi dont le journaliste, pris par les contingences du temps, ne dispose pas toujours. L'OCDE est un organisme habile : si sa réputation d'organisation néolibérale n'est plus à refaire, elle sait à quel moment il lui faut se montrer subtile, quitte à émettre des messages ambivalents. Par exemple le titre choisi pour illustrer le résumé envoyé à la presse : « Les dépenses d'enseignement augmentent mais l'accès à l'enseignement supérieur reste inégalitaire dans la plupart des pays, selon l'OCDE ».

Deux messages sont ainsi envoyés aux rédactions qui doivent traiter rapidement le sujet : d'un côté des dépenses élevées investies dans l'enseignement, de l'autre un accès inégalitaire (entendez par-là que l'OCDE se soucie du caractère égalitaire d'un service public) aux universités, donc les dépenses sont inef-

ficaces. Evidemment, la qualité de l'enseignement - comme de tout service public d'ailleurs - ne peut se mesurer uniquement à l'aune des dépenses consenties par l'Etat. Les méthodes d'enseignement et l'organisation scolaire constituent des facteurs tout aussi déterminants. L'on pourrait s'attendre, venant de l'OCDE, que le rapport plaide crûment en faveur d'une baisse des dépenses dans l'enseignement. Ce n'est pas le cas, au contraire : quitte à ce que on pourrait les accuser d'enfoncer des portes ouvertes, les experts notent, à la manière d'une brochure syndicale, que leurs « évaluations font également apparaître que dans les pays où la préscolarisation dure plus longtemps, où les taux d'encadrement dans les structures d'accueil de la petite enfance sont plus élevés et où les dépenses publiques par élève sont fortes, les effets positifs de la scolarisation précoce se trouvent renforcés ». D'un autre côté, surtout en ces temps de crise où les méthodes néolibérales trouvent de moins en moins d'écho auprès du grand public, prétendre le contraire aurait nécessité de folles acrobaties intellectuelles. Et puis, après tout, les faits sont les faits.

A la limite, les chiffres mentionnés par le rapport (qui cite

comme sources les Nations unies et l'Unesco), ont l'avantage, à défaut de créer la surprise, de rappeler un certain nombre de faiblesses inhérentes à certains systèmes éducatifs, notamment celui du Luxembourg. Ainsi le rapport souligne le faible taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires des élèves grand-ducaux : il se situe à 70 %, soit 14 points en dessous de la moyenne de l'OCDE. Le ministère de l'éducation a beau relativiser ce chiffre, arguant qu'« une part importante des résidents du Luxembourg n'ont pas fait leurs études au Grand-Duché », il n'empêche que ce fait confirme le caractère discriminant de notre système scolaire qui se caractérise depuis des décennies par sa capacité à reproduire les inégalités sociales en plus de la forte hétérogénéité culturelle du pays.

## Enfoncer des portes ouvertes

Ce qui est dommage, c'est que le ministère s'abstient de commenter certains chiffres. Mais ceci est peut-être voulu, surtout concernant l'épineuse question du redoublement. Ainsi, le Luxembourg se situe très fortement en dessous de la moyenne de l'OCDE (70 %) concernant le taux de réussite des études du deuxième



Tactique du salami :  
Lorsqu'on ne peut  
pas y aller à la hache,  
mieux vaut couper en  
de fines tranches.

cycle du secondaire dans les délais impartis : il est seulement de 45 %, c'est-à-dire que plus de la moitié des élèves subissent un redoublement. Ce taux augmente à 74 % si l'on rajoute deux années d'études supplémentaires, mais reste finalement peu élevé.

Idem en ce qui concerne la répartition des élèves dans les deux ordres d'enseignement principaux (appelés ici « filière générale » et « filière professionnelle »), où l'on constate - et l'on revient sur le côté discriminant du système - que le Luxembourg diffère complètement de la moyenne où la proportion est d'ailleurs inversée : 38,5 % pour la filière générale au Luxembourg alors que la moyenne de l'OCDE est de 54 % et 61,5 % pour la filière professionnelle contre 44 % de moyenne. Un chiffre que confirme Patrick Arendt, président du syndicat enseignement SEW (affilié à l'OGBL), qui précise qu'il y a encore quelques années de cela, la proportion entre les deux ordres était peu ou prou similaire. Mais malgré ce décrochage,

le ministère s'accroche à la distinction précoce entre les deux ordres d'enseignement du secondaire. Même des syndicats favorables au tronc commun comme le SEW, avouent qu'il n'y a rien à faire : « C'est un torchon rouge aux yeux de certains », se désole Arendt. La ministre elle-même d'ailleurs ne s'en cache pas : il y a trois ans, elle confia qu'elle était elle-même favorable au tronc commun, mais qu'il n'était politiquement pas possible de l'introduire. Et pourtant, la base légale du tronc commun, datant de la coalition sociale-libérale (1974-1979), n'a jamais été abolie...

#### Investissez et concurrencez !

Si le rapport fournit d'un côté un attirail chiffré utile pour les analyses des différents acteurs de l'éducation (et l'on sait à quel point l'on peut faire chanter aux chiffres différents morceaux), il serait faux d'en conclure que tout ce travail serait exécuté sans la moindre arrière-pensée. Commentant le millésime 2012

nonce le même jour (c'est-à-dire ce mardi) qu'elle entend intensifier sa collaboration avec l'OCDE dans le cadre de l'assez mal-nommée stratégie « Europe 2020 pour la croissance et pour l'emploi ».

« Cela veut dire quoi la 'société de la connaissance' ? », fait mine de s'interroger Patrick Arendt. Et de fournir la réponse : « Ce que l'OCDE veut est assez clair, c'est connu depuis vingt ans. Il s'agit de créer, petit à petit, de la main-d'oeuvre pour le marché et non de fournir un enseignement humaniste ». Par ailleurs, Arendt conteste les affirmations selon lesquelles l'investissement pour l'enseignement serait particulièrement élevé. Idem concernant l'encadrement des élèves : il rappelle ainsi que le gouvernement entend abaisser les contingents d'enseignants dans l'enseignement fondamental, même si ce dernier tenterait, par diverses manipulations de chiffres, d'affirmer le contraire.

Honni soit qui mal y pense ? En 1996, l'économiste Christian Morrison, publiait dans le Cahier de politique économique du Centre de développement de l'OCDE, un rapport d'une quarantaine de pages intitulé « La faisabilité politique de l'ajustement », où il détaillait, s'appuyant sur les expériences des réformes néolibérales appliquées en Amérique latine et en Afrique, la manière dont les gouvernements devaient les appliquer pour mieux les « faire passer » sans pour autant causer trop de troubles. Concernant les politiques d'« ajustement » dans la fonction publique, il préconisait : « Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population ». Mais que l'on se rassure : l'OCDE précise sur la couverture de ce texte que « les idées exprimées et les arguments avancés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'OCDE ou des gouvernements des pays membres ».

de l'étude, le secrétaire général de l'OCDE, le mexicain Angel Gurría (ancien ministre des Affaires étrangères et du Budget du très néolibéral président Ernesto Zedillo), déclare ainsi : « Les pays ont besoin d'une main-d'oeuvre de plus en plus instruite et formée pour faire face à la concurrence dans l'économie de la connaissance qui caractérise notre époque ». Une déclaration à laquelle fait écho la commissaire européenne à l'enseignement supérieur, la chypriote Androulla Vassiliou (femme de l'ex-président de droite Georgios Vassiliou et elle-même membre de son parti), qui déclare que si « les Etats membres reconnaissent que l'investissement dans l'éducation est une condition essentielle pour l'avenir de l'Europe et sa prospérité à long terme », il ne faudrait pas pour autant « nous reposer sur nos lauriers, car le rapport montre également que des réformes sont nécessaires pour moderniser l'enseignement et le rendre plus attrayant pour les étudiants et les enseignants ». Dans la foulée, la Commission an-